

Enquête publique sur les changements climatiques

Conclusions générales

Sur le plan des connaissances et de l'information

En général, les Belges connaissent assez bien les causes et conséquences principales des changements climatiques (en tout cas de manière passive, puisqu'il s'agit d'une enquête postale où les réponses sont indiquées). Le Protocole de Kyoto est souvent associé à l'ensemble des "questions relatives à la qualité de l'air".

Dans ce contexte, ils sous-estiment toutefois l'incidence de l'utilisation de l'électricité et du chauffage domestique comme causes de changements climatiques, alors qu'ils ont une image fautive du cancer de la peau.

En règle générale, les personnes interrogées ne s'estiment pas particulièrement bien informées au sujet des changements climatiques. Environ la moitié des propriétaires d'un logement sait que des aides financières sont octroyées pour des investissements consentis dans le domaine de l'isolation (isolation du toit et vitrage à haut rendement) et, dans une mesure un peu plus réduite, pour le chauffage (chaudière à haut rendement et chauffe-eau solaire).

Elles expriment clairement un besoin d'information par les médias classiques (TV, radio, journaux), et sont nombreuses à souhaiter des informations ciblées (brochures d'information, sites web et enseignement).

Elles désireraient que ces informations émanent des sources qu'elles jugent les plus fiables, à savoir les scientifiques, les associations écologistes et les médecins. Les services publics sont considérés comme des sources d'information passablement fiables.

Sur le plan du vécu subjectif (représentation et engagement)

Pour une majorité de Belges, les changements climatiques sont déjà perceptibles en Belgique. Ils les considèrent comme un phénomène grave, un problème actuel, une menace qui plane sur la vie quotidienne et, qui plus est, comme un problème global.

S'ils reconnaissent le rôle joué par l'activité humaine à cet égard, les Belges sont cependant convaincus que, bien davantage que la vie domestique, ce sont surtout l'industrie, le transport routier et les véhicules particuliers qui contribuent aux changements climatiques.

Les Belges ne sont qu'1 sur 4 à avoir une représentation géographique exacte des causes et des conséquences du phénomène.

Les changements climatiques s'inscrivent dans le cadre d'une problématique plus large à laquelle les citoyens sont sensibles, à savoir l'environnement et la santé. Ces changements ne sont toutefois pas perçus comme un problème isolé.

Sur le plan de la motivation (efforts financiers et choix politiques)

Lors de l'achat de produits, le prix et la qualité sont considérés comme plus importants que la consommation d'énergie. L'achat de lampes et de matériel d'isolation (matériaux conçus pour réduire la consommation énergétique) constitue l'exception à cette tendance.

Les Belges ne sont guère disposés à accepter une augmentation des prix pour bénéficier de produits ou de services moins nocifs pour l'environnement, et certainement pas pour les besoins fondamentaux comme l'alimentation, l'eau, le chauffage, l'éclairage et l'essence/le diesel. Les voyages en avion forment la seule exception à ces réticences.

Les citoyens souhaitent que les autorités exercent un rôle directeur, mais optent généralement pour des mesures qui ne les amènent pas à modifier immédiatement leur comportement, telles que l'interdiction des produits nocifs ou la mise en place d'une politique de récompense par le biais de subsides.

Ils estiment qu'il incombe au gouvernement de veiller surtout à améliorer les transports en commun et de prévoir des subsides pour des investissements plus conséquents dans la gestion efficace de la consommation énergétique.

domestique et pour l'électricité verte. Les Belges souhaitent également bénéficier d'un abattement fiscal pour de tels investissements ou pour les véhicules à faible consommation énergétique."

Sur le plan du comportement

Sur le plan des transports, les statistiques sont relativement favorables quant au comportement respectueux de l'environnement, exception faite de l'utilisation des transports en commun (pour lesquels la demande de subsides est néanmoins la plus forte!), surtout en Wallonie.

Le comportement respectueux de l'environnement est légèrement moins marqué sur le plan du ménage, sauf en ce qui concerne les économies d'eau et le tri des déchets.

Les Belges disent faire de gros efforts dans leur habitation afin de limiter la consommation d'énergie, sauf pour l'achat d'électricité verte et la consommation d'énergie solaire. Les chiffres enregistrés en Flandre sont, quasiment dans l'ensemble, plus bas que ceux enregistrés dans les deux autres régions.

Un nombre relativement peu élevé de participants indique avoir déjà eu recours aux mesures d'aide existantes.

Différences entre les groupes cibles

Les différences les plus marquées – et les plus surprenantes – qui se dégagent des chiffres se situent **au niveau régional**.

Les chiffres enregistrés auprès des participants **wallons** sont singulièrement plus élevés dans un certain nombre d'analyses. Les différences sont surtout marquées sur le plan de la collecte d'informations (mais moins par le biais de l'Internet), de l'effort fourni pour parvenir à une gestion plus efficace de l'énergie dans la maison ou de l'intention d'acheter des biocarburants. Certains chiffres très élevés sont difficiles à expliquer mais, à l'évidence, ils reflètent le caractère actuel du sujet.

En moyenne, les participants **flamands** disent connaître moins bien le Protocole de Kyoto, mais sont moins inquiets à propos des changements climatiques, sont plus pessimistes car moins convaincus que leur comportement peut influencer sur la situation, mais sont d'autre part plus attentifs à la possibilité de recycler les emballages et prennent assez fréquemment les transports en commun.

En moyenne, les **Bruxellois** semblent être mieux familiarisés avec le Protocole de Kyoto, plus disposés à payer davantage pour des produits plus respectueux de l'environnement, font de plus gros efforts pour améliorer la gestion efficace de la consommation énergétique domestique (même s'ils connaissent par contre moins bien les aides financières qui sont prévues dans ce cadre !), sont moins enclins à accepter une ingérence des autorités sur le plan fiscal et empruntent davantage les transports en commun. Ils placent une confiance plus limitée dans la Région comme source d'information sur les changements climatiques. Il est possible en l'occurrence qu'un plus grand nombre de personnes ayant un degré élevé d'instruction aient répondu.

Quant au **sexe**, les différences ne sont guère significatives, contrairement à **l'âge**. En moyenne, les personnes plus âgées ont une connaissance plus limitée du Protocole de Kyoto, elles sont moins inquiètes par rapport aux changements climatiques, qu'elles considèrent davantage comme un phénomène naturel, elles estiment que les effets de ces changements ne sont pas encore visibles en Belgique et elles sont moins nombreuses à penser qu'il s'agit d'un phénomène global. Elles pensent également moins que les gaz à effet de serre ont un impact sur les changements climatiques et ont une connaissance moins approfondie des mesures d'aide (que les 26-35 ans connaissent le mieux – tranche d'âge où on accorde beaucoup d'attention au logement). La plupart du temps, les informations sont fournies par les médias de masse et moins par les brochures, les sites web ou l'enseignement.

Le **niveau d'instruction** détermine lui aussi dans une large mesure les réponses données. Les personnes ayant un niveau d'instruction plus élevé ont, par rapport à la moyenne, une meilleure connaissance du Protocole de Kyoto, ainsi que des causes et des effets des changements climatiques. Les informations dont elles disposent à ce sujet proviennent davantage de brochures spécifiques, de sites web, et des autorités, auxquelles elles font également plus confiance et elles sont davantage convaincues que leur comportement peut changer les choses. Elles attachent davantage d'importance aux produits issus de l'agriculture biologique et du commerce équitable, sont plus enclines à accepter une taxe sur les produits générant de fortes émissions de CO₂, mais pratiquent moins le covoiturage et ont moins tendance à adapter leur conduite. Les personnes ayant un niveau d'instruction moins élevé sont de nouveau mieux informées sur les aides financières octroyées pour les véhicules à faible consommation d'énergie, pensent moins que l'industrie doit faire le plus d'efforts et sont moins inquiètes par rapport au caractère pressant des changements climatiques.